



---

# ILERI - DÉFENSE

## Un paradis en danger : la problématique sécuritaire à Bali.

Thaïs Daufouy / Vignerou-Larosa - Responsable communication chez ILERI Défense -  
Étudiante en Bachelor 3 à l'ILERI - 8 février 2015

---



*Aéroport Ngurah Rai à Denpasar, Bali, Indonésie.  
©Colin Parker - The Hong Kong Spo*

---

Souvent suspectée d'être au bord de l'éclatement interne avec ses 144 îles et sa tradition hindouiste bien qu'habitée par 200 millions de musulmans, l'Indonésie s'impose comme une nation islamiste dans laquelle les investissements affluent en grand nombre. Les élections présidentielles qui se sont tenues en juillet 2014 ont été l'occasion de dresser un bilan sur un pays qui est passé à travers la crise mondiale avec une croissance de 6% en moyenne. Hormis les tensions avec la Chine sur les questions territoriales, l'Indonésie n'a plus d'ennemi étatique. Néanmoins, les problèmes de sécession, de violence religieuse, de tension idéologique et de conflit politique restent des préoccupations majeures depuis son indépendance en 1949. Les problèmes liés au terrorisme, à la piraterie maritime, à la pêche illégale, aux désastres naturels, aux trafics d'humains et de drogues et autres menaces sécuritaires transnationales et non traditionnelles ont fortement augmenté au cours des dernières années. Il n'y a pas de gouvernement islamique car l'opinion s'identifie très nettement à la religion musulmane mais la politique s'en différencie. Le syncrétisme indonésien fait que si l'islam est la première religion du pays, de fortes minorités existent et se concentrent sur certains lieux.

L'île de Bali, destination touristique célèbre, a pour particularité d'être principalement habitée d'hindouistes. À l'instar du reste du pays, mais avec des particularités, Bali souffre de deux problèmes sécuritaires majeurs: celui du terrorisme lié à l'islamisme radical et les risques naturels. Ayant une vision limitée au domaine touristique, de quelle aide nationale et internationale bénéficie Bali face aux menaces?

L'île de Bali accueille une clientèle occidentale qui apporte avec elle son mode de vie (bikinis, alcool...), a vécu des attentats en 2004 qui ont fait de la lutte contre le terrorisme un réel enjeu de crédibilité sur le plan international pour l'Indonésie. Cet attentat terroriste meurtrier (plus de 200 morts, en grande majorité des touristes occidentaux) a fortement marqué la psychologie collective indonésienne et a apporté

---

au gouvernement la légitimité nécessaire pour intervenir. Depuis 2009, l'expression violente du radicalisme religieux est le fait de jeunes islamistes autodidactes qui ne sont plus organisés ni affiliés à une organisation transnationale. Cependant, le gigantesque déploiement militaire et policier lors du 10ème anniversaire des attentats de Bali en 2012 ainsi que l'accroissement de la sécurité au temple de Borobudur dans le centre de Java après que des menaces aient été effectuées par un groupe radical sur les réseaux sociaux le 15 Août 2014 rappelle que si la menace terroriste semble en relatif sommeil, les autorités indonésienne prennent très au sérieux son potentiel réveil.

La sécurité sur ce plan semble être assurée et, sans faire une hiérarchie des risques, la menace naturelle semble être la plus à même de justifier le déploiement d'un plan de sécurité pour la protection des ressortissants étrangers en Indonésie.

L'île de Bali a été classée dans la seconde catégorie des zones à risques, c'est à dire qu'il existe un risque important mais qu'elle ne fait pas partie des zones à préparer en priorité à cette éventualité. Pourtant, ce classement n'a pas pris en compte le fait que l'aéroport international de Bali, situé à Denpasar et qui est déjà saturé depuis quelques années, a de grandes chances d'être détruit. Construit sur la mer et sans les normes sismiques internationales, il serait parmi les premières victimes matérielles d'un séisme de forte intensité. La seule autre piste d'atterrissage est située dans le nord de l'île, mais il ne s'agit que d'un aérodrome incapable d'accueillir des avions de ligne et il faudrait compter sur des infrastructures routières préservées des dommages, ce qui est peu probable. C'est par mer qu'il conviendrait alors d'imaginer une solution pour l'évacuation des habitants et des touristes.

Partant de ce postulat, imaginons que le gouvernement français souhaiterait mettre en oeuvre une aide d'urgence aux touristes ou ressortissants français sur place. Tout d'abord les moyens logistiques français sont extrêmement limités à proximité de l'île car nos navires les plus proches sont basés en Nouvelle-Calédonie, soit à plusieurs milliers de kilomètres. Une intervention de la marine française mettrait, dans le meilleur des cas, une dizaine de jours à être effective. La seconde possibilité, une mutualisation des moyens de secours d'urgence entre pays européens, paraît

---

compromise. Cette solution qui pourrait être la plus adaptée dans beaucoup de zones à risque est dépendante d'une volonté politique et d'une avancée visible de la coopération européenne en matière de politique extérieure. Bali accueille une représentation consulaire de 16 pays européens qui ne semblent pas avoir émis le souhait de travailler en collaboration sur le sujet. Une seconde solution plus franco-française repose sur le concours des multinationales françaises présentes en Indonésie. Total par exemple, dispose de nombreux équipements et moyens logistiques à proximité de l'île. Là encore il s'agit d'une politique de partenariats dans les mains du quai d'Orsay, qui implique un changement de rapport entre la puissance publique française et les multinationales françaises dans le monde.

Dans cette période de combat mondial du terrorisme, on remarque que l'Indonésie a pris rapidement au sérieux la menace terroriste et agi en conséquence car cela relève de sa responsabilité. Toutefois, Bali est une île complexe qui se différencie en beaucoup de points du reste de l'Indonésie. Le gouvernement indonésien ne peut se permettre d'effectuer des traitements de faveur entre les îles et les communautés et c'est pourquoi la problématique des menaces naturelles, tout comme la pollution endémique, n'est pas prise en compte par le pouvoir central et nécessiterait la concertation occidentale.

Par Thaïs Daufouy / Vigneron-Larosa,  
Secrétaire Générale d'ILERI-Défense,  
Étudiante en *Bachelor 3*

Cette note a été effectuée grâce aux connaissances acquises par l'auteur lors d'un stage effectué au Consulat Honoraire de France à Bali et ne s'appuie donc pas sur des sources écrites précises.